



NOVEMBRE
2020

L'ÉPARGNE OU L'EMPRUNT

Jasmin | Étude quantitative + Marché



Aujourd'hui, beaucoup de nos concitoyens préfèrent emprunter que de puiser dans leur épargne de précaution.

Tous n'ont pas les mêmes comportements, en témoignent l'explosion des ventes de voitures de luxe à la fin du premier confinement.

Ces phénomènes très contradictoires sont d'autant plus intéressants qu'ils reflètent des profils, habitudes et simplement des aisances financières très différents.

Le boom de l'épargne n'en est pas moins marquant et les banques disposent de sommes non négligeables de liquidités.

Depuis le début de la pandémie, les Français ont réduit leur consommation et amassé des stocks d'argent sur leurs comptes bancaires.

Selon les derniers chiffres communiqués par la Banque de France, les Français ont engrangé 156 milliards d'euros sur leurs comptes à vue pendant le confinement.

28,3 autres milliards d'euros ont été placés sur les livrets épargne, CEL, PEL et comptes à terme.

De leur côté, les versements en assurance-vie ont été de 22 milliards d'euros. En août 2020, les dépôts nets sur les livrets A ont atteint 24,5 milliards d'euros, un montant exceptionnel.

Il semble donc bien que le besoin d'épargner ait été renforcé par la crise sanitaire et qu'un intérêt pour le crédit à la consommation, et plus particulièrement le crédit à court terme, soit effectif.

Le futur étant incertain, les consommateurs préfèrent épargner et se tourner vers des crédits ni trop longs, ni trop élevés.

Le climat anxiogène est au plus haut et l'indicateur de confiance des consommateurs est au plus bas depuis 1972, comme l'indique l'INSEE.

Il en ressort que les paiements en plusieurs fois et les crédits personnels devraient largement profiter de cette situation.

Sur les six premiers mois de l'année, les crédits à la consommation ont dégringolé de 21,3%, dont les prêts personnels, qui connaissent une chute brutale.

La diminution est notamment marquée pour l'achat de véhicule.

Seul le crédit dédié aux travaux et à l'équipement de l'habitat semble moins durement touché.

On peut dès lors légitimement s'interroger sur la durabilité d'un tel phénomène et surtout sur des évolutions pérennes des comportements des consommateurs dans un contexte de finances publiques délétères.